

Septième Matinale IDEA

Mind the gap(s): how to complete EMU?

Mardi 10 mai 2016, de 10h30 à 12h00, à la Chambre de Commerce



Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir à cette 7^{ème} matinale d'IDEA, qui est à marquer d'une pierre blanche non seulement parce qu'elle débute exceptionnellement à 10h30 – ce qui nous permettra au passage de prolonger notre entretien autour d'un buffet – mais surtout parce qu'elle est, pour la première fois, organisée directement avec la Commission européenne (une matinale fructueuse sur le PIB en tant qu'indicateur de prospérité ayant toutefois été organisée avec Eurostat en mai 2015 – je tiens à le rappeler). Nous nous réjouissons vivement à IDEA de cette collaboration mutuellement enrichissante avec les institutions européennes.

Mesdames et Messieurs,

Qui dit Commission européenne dit « *Luxembourg* » : je remercie vivement la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, qui a contribué de manière décisive au lancement de cette matinale. Je salue d'ailleurs sa « *cheville ouvrière* » Christine Mayer, qui nous fait l'honneur de sa présence aujourd'hui.

Qui dit Commission européenne dit bien évidemment aussi « *Bruxelles* » : Monsieur Martin Larch ici présent nous vient précisément « *en direct* » de la cité de l'Atomium, de la « *Plus belle Grand-Place du monde* » et... de la capitale mondiale de la bière. Monsieur Larch est *Head of Unit EMU deepening and macroeconomy of the euro area*. Il est titulaire d'un PhD d'économie de l'Université de Vienne et a suivi des études doctorales et post doctorales tant à l'*Institute for Advanced Studies* de Vienne qu'à la *London School of Economics*. Il a rejoint la DG ECFIN de la Commission dès 2000 et a contribué à de nombreuses publications et à divers travaux, essentiellement dans le domaine des finances publiques.

Monsieur Larch va en cette qualité prononcer l'exposé du jour, portant sur la gouvernance européenne en général et sur le « *Rapport des 5 Présidents* » en particulier – les 5 Présidents en question étant pour rappel Messieurs Juncker, Tusk, Dijsselbloem, Draghi et Schultz. Ce rapport, intitulé « *Compléter l'Union économique et monétaire* » a été publié en juin 2015. Les Présidents y affirmaient notamment (je cite) : « *Compléter l'UEM n'est pas une fin en soi; c'est un moyen de créer les conditions d'une vie meilleure et plus équitable pour tous les citoyens, de préparer l'Union aux futurs défis mondiaux et de permettre à chacun de ses États membres de prospérer* ».

Monsieur Larch va vous présenter quelques propositions concrètes émanant de cet important rapport. Son exposé sera suivi d'une séance de « *Questions et réponses* » plus longue qu'à l'accoutumée et qui s'opérera « *à l'européenne* », puisque vos interventions pourront se faire au choix en français, en allemand ou en anglais. C'était notre volonté commune de recueillir les interrogations, remarques et idéalement suggestions de la « *société civile* » à propos de l'organisation de cette Union économique et monétaire qui constitue, ne l'oublions pas, notre cadre de vie quotidien. Soyons idéalistes : des propositions pertinentes formulées ici pourraient fort bien, par

l'intermédiaire de notre invité, se frayer un chemin jusqu'aux « 5 Présidents » et contribuer à changer, peut être lentement mais sûrement, notre cadre de vie commun.

Mesdames, Messieurs,

Nous devons éviter de sombrer dans le « *Europe bashing* », fort présent actuellement. Il est trop facile de monter les problèmes en épingle. Il est bien plus difficile de formuler des remèdes constructifs. Des progrès décisifs ont en outre été accomplis depuis la crise en matière de gouvernance, on l'oublie trop facilement. Je pense notamment à l'appropriation par la BCE d'une gamme plus complète d'instruments monétaires, à la mise en place du Mécanisme européen de stabilité, à un encadrement plus précis et à certains égards plus flexible des politiques budgétaires, au « Plan Juncker » d'investissement et j'en passe.

Mais ne noyons pas le poisson non plus : le degré d'intégration économique et sociale de la zone euro paraît toujours bien insuffisant. La zone euro n'est toujours pas une « *zone monétaire optimale* ». C'est-à-dire un espace présentant une homogénéité économique, sociale ou sociétale suffisante pour faire face durablement et efficacement à des chocs affectant la zone euro dans son ensemble ou certains Etats membres en particulier.

Les **indicateurs économiques**, qui sont pourtant au cœur des mécanismes de convergence, sont en effet des plus disparates :

- Citons par exemple le niveau du **PIB par habitant** - pourtant exprimé en prix homogènes par Eurostat - : il va de 50 (niveau EU=100) dans la région grecque la plus défavorisée à 266 au Luxembourg (où on serait cependant plus proche de 180 en concept RNB plutôt que PIB).
- **Citons la croissance économique** prévisible en 2016 selon la Commission : de la stagnation (-0,3% en Grèce, +0,7% en Finlande) à l'euro-phorie (+4,9% en Irlande et +4,1% à Malte).
- **L'Inflation** : négative dans 7 pays de la zone sur 19 en 2015, elle va de -1,5% à Chypre à +1,2% à Malte. Le tout au sein d'une même union monétaire...
- **Les finances publiques**, avec une dette publique allant en 2015 de 10% du PIB en Estonie et 21% au Luxembourg à 133% du PIB en Italie et 177% en Grèce.

- **Investissements publics** en 2015 : moins de 2% du PIB en Irlande et à Chypre et 2,2% en Allemagne, *versus* 6,2% en Slovaquie et 5,3% en Estonie.
- Citons enfin l'**indicateur de compétitivité global** 2015-2016 du World Economic Forum (WEF) : sur 140 pays classés, la zone euro abrite la 4^{ème} et la 5^{ème} place (l'Allemagne et les Pays-Bas), de même que la 81^{ème} place (la Grèce, au niveau du Tajikistan selon le WEF).

Je ne veux pas trop vous écraser avec les chiffres, mais je me permets de vous montrer que les écarts ne sont pas moindres sur le **plan social** :

- Le taux de **chômage** en 2015 : il s'est déployé de 4,6% de la population active en Allemagne à 25% en Grèce et 22% en Espagne. Donc un écart d'environ 20 points de %.
- Citons aussi un indicateur de répartition des revenus, le fameux **indice de Gini** (Eurostat, 2014, sur base du revenu disponible). Plus cet indice est proche de 1, moins le revenu disponible est distribué de manière égalitaire. L'indice de Gini va de 0,25-0,26 en Slovénie, aux Pays-Bas, en Belgique et en Finlande. A l'autre extrémité au sein de la zone euro je note le Portugal, la Grèce, l'Espagne et les trois pays baltes, avec un indice de Gini aux alentours de 0,35.
- **La Formation des salaires** : je note une évolution des CSU nominaux - donc des coûts salariaux rapportés à la productivité - allant en 2015 de -4,2% en Irlande à +5,8% en Estonie (source Commission). Pour la petite histoire, les CSU dit réels – qui expriment la part salariale dans le PIB - délivrent le même message de dispersion : ils ont diminué de ... 9% en Irlande et augmenté de 4,9% en Lettonie.

Entendons-nous bien : toute disparité n'est pas nécessairement, dans tous les cas, un signe de faiblesse de la zone euro. Considérons le Luxembourg par exemple, petit pays souvent considéré comme assez homogène, voire même monolithique vu de l'extérieur. Pourtant, le taux de chômage (définition nationale) y variait en 2014 de 2,2% à 14,6% selon les communes (13,2% à Esch-sur-Alzette). Par ailleurs les prix de l'immobilier vont du simple au double entre le Nord et le centre du pays.

Si les divergences au sein de la zone euro doivent être appréciées en termes relatifs, à cette aune, elles n'en semblent pas moins considérables en termes absolus.

Les conséquences de ces fortes disparités internes à l'Union monétaire, voire à l'intérieur des pays: des chocs asymétriques, des opinions publiques pas toujours en phase, des politiciens ayant des priorités différentes. Ce qui est d'autant plus ennuyeux en l'absence de l'instrument monétaire national. L'instrument budgétaire, quant à lui, a également pris du plomb dans l'aile dans de nombreux Etats Membres.

Pour combler cet étiolement ou même cette disparition des instruments monétaire et budgétaire nationaux, une seule solution évidente : activer davantage l'échelon européen et favoriser une réelle convergence économique et sociale, par des réformes structurelles notamment.

Mais comment procéder ? C'est ce que notre invité va nous expliquer, c'est ce que notre débat permettra – je l'espère – de dégager. En guise d'introduction, je me permets d'ores et déjà d'attirer l'attention sur quelques idées « *en vrac* » :

- D'abord, pourquoi pas une **politique budgétaire plus prévisible**, moins compliquée, avec pour contrepartie par exemple une nouvelle « Ressource propre » de l'UE calculée sur la base des déficits et destinée à financer des investissements publics au niveau européen (« super » Plan Juncker ») ? Une telle « taxe sur les déficits », à taux progressif le cas échéant, constituerait une modalité d'encadrement des déficits souple et nullement pro-cyclique (en cas de crise, donc de déficits élevés, le produit de la taxe serait plus élevé mais cette dernière servirait à alimenter des investissements au niveau européen).
- Deuxièmement, pourquoi pas un **marché du logement** certainement pas unique, mais en tout cas plus homogène ? Ce marché est fort important, car il contribue à déterminer le degré de mobilité de la main-d'œuvre et assure une diffusion plus homogène au sein de la zone euro des impulsions de politique monétaire. Une réduction coordonnée (sur un plan national...) des dépenses fiscales, notamment, favoriserait une telle homogénéité du marché du logement.
- Troisièmement, un **marché du travail** plus accessible aux non nationaux : La zone euro se caractérise par un brassage très faible des populations. Si plus de 30% des résidents américains sont nés dans un autre Etat que celui où ils habitent, la proportion correspondante est de 1,5% seulement au sein de la zone euro. Cette situation a pour effet une cohésion insuffisante de la zone et

un ajustement plus chaotique aux chocs économiques. Pourraient remédier à cela un meilleur apprentissage des langues et plus de possibilités de formations dans d'autres pays de la zone en faveur d'employés ou encore d'apprentis.

- Quatrièmement, **la formation des salaires** : c'est un domaine très délicat, je le concède. Une intervention directe d'instances européennes dans ce domaine serait fort mal considérée par les opinions publiques et les partenaires sociaux. Mais les Gouvernements nationaux pourraient mettre en place des instruments assurant une moindre déviation des salaires nationaux par rapport à la productivité. Le tout aboutissant à une plus grande convergence de fait des politiques de revenus.
- Cinquièmement, les **mécanismes de solidarité** entre pays européens : des transferts trop explicites risqueraient de stigmatiser les pays en détresse et d'agacer les payeurs. Pourquoi ne pas plutôt communautariser certains risques existants, par exemple en mettant en place une allocation de chômage de base européenne se substituant à une partie des indemnités nationales existantes ?
- Sixièmement, et pourquoi pas, dans la même perspective, **européaniser un peu plus les finances publiques** ? Le budget européen se limite à environ 1% du PIB de l'Union... On pourrait dès lors envisager d'accroître la proportion des recettes totales dévolues à l'Union européenne (en échange de budgets nationaux réduits à due concurrence). Les soldes budgétaires seraient forcément moins disparates dans un tel cadre et le budget européen renforcé permettrait d'assurer une réponse intégrée aux chocs.

Mesdames, Messieurs, voilà, après un diagnostic socio-économique qui met en lumière une marge d'amélioration certaine, quelques réflexions personnelles autour du parachèvement de la gouvernance européenne. Après ce premier « *food for thought* », Monsieur Larch, je vous laisse la parole.